
Rapport sur le forum des ONG à Huairou du 30.8. au 8.9.1995 à l'occasion de la Conférence Mondiale sur les Femmes à Pékin

Gudrun Lachenmann



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/1191>
ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1995

Référence électronique

Gudrun Lachenmann, « Rapport sur le forum des ONG à Huairou du 30.8. au 8.9.1995 à l'occasion de la Conférence Mondiale sur les Femmes à Pékin », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 10 | 1995, mis en ligne le 17 juillet 2007, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/apad/1191>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Bulletin de l'APAD

Rapport sur le forum des ONG à Huairou du 30.8. au 8.9.1995 à l'occasion de la Conférence Mondiale sur les Femmes à Pékin

Gudrun Lachenmann

- 1 En général, le forum des ONG féminines m'est apparu comme un événement très réussi concernant la constitution d'un mouvement international de femmes et, par cette même voie, d'une société civile globale, au moins à ses débuts. Le rapport suivant ne peut être forcément qu'un compte rendu sélectif et personnel, bien que j'ai assisté surtout à des séances plénières ainsi qu'à des ateliers organisés par des ONG africaines et aux débats organisés par AAWORD de manière continue dans la "tente africaine". Je n'ai pas assisté à la Conférence Mondiale officielle, n'ayant pas eu de statut d'observatrice ni de membre des délégations officielles des gouvernements (ce qui a été le cas pour quelques-unes des représentantes d'ONG africaines et d'autres pays).
- 2 Pour moi, le thème des dérangements à cause de l'organisation et le contrôle du côté chinois a été exagéré, bien que la conférence des ONG ait eu lieu à 50 km de Pékin et dans des conditions pas toujours confortables (manque de salle, pluies avec conséquences néfastes pour les tentes). Le thème des violations des droits de l'homme/femme en Chine n'a pas non plus perturbé le débat, la rencontre et l'échange entre plus de 30.000 femmes venues de tous les coins du monde.
- 3 Il est vrai, il était difficile d'influencer les négociations de la Conférence officielle, et le Forum n'a pas formulé un Plan d'Action particulier, mais les différentes régions ont présenté leurs idées programmatiques. Dans le cas de l'Afrique, il est vrai, elles étaient très proches de la plate-forme d'action africaine officielle de la Commission Économique pour l'Afrique (Dakar, Sénégal, 21-23 Nov. 1994).

- 4 Les points de litige de la Conférence principale, telle que la question de l'universalité des droits de l'homme, n'ont pas influencé de manière importante le forum des ONG, où une quantité de thèmes ont été discutés.
- 5 Une des impressions principales concerne la grande professionnalité des femmes présentes, à part les efforts de formation de réseaux, et l'absence complète d'un fossé Nord-Sud. Par contre, une certaine polarisation s'est présentée concernant la question de la culture et de la religion. Ces thèmes, dans le forum, n'ont été traités que sous le thème de "nouvelles tendances conservatrices", entendant par là surtout la question de l'islamisme. J'ai pu observer une marginalisation claire des femmes musulmanes (en tant que non modernistes, comme les représentantes de Egalité Maghreb) avec risque d'étiqueter toutes représentantes de groupes de femmes musulmanes comme fondamentalistes. A cause des points de litige dans la conférence principale, concernant l'universalité des droits de l'homme, les droits en matière de reproduction, les orientations sexuelles de la femme (termes qui finalement n'ont pas été inclus dans la plate forme d'action officielle), les droits parentaux (c'est à dire la non-soumission absolue des filles). Le grand débat a eu lieu entre égalité et équité (equality / equity), confrontant des pays conservateurs qui réclament, en se référant à leur culture, une position spéciale et complémentaire de la femme. Ici, comme à l'occasion de la Conférence sur la Population, il y a une alliance entre le Vatican et des pays conservateurs comme l'Arabie Saoudite et l'Iran. Sur quelques points, aussi des pays africains ont adopté une position officielle conservatrice, bien qu'ils aient unanimement exigé l'égalité des droits de la femme concernant l'héritage et la propriété (surtout important pour la terre).
- 6 Par conséquent, culture et religion ont été positionnées de manière marginale, comme équivalents au conservatisme. En même temps s'est dégagée une position claire des femmes contre l'utilisation idéologique de "la culture" ou "la tradition" pour la subordination des femmes par les hommes. Personnellement, je pense que les femmes chercheurs africaines doivent encore travailler beaucoup dans le sens d'analyser les structures sociales sans considérer toutes les institutions traditionnelles comme répressives. En même temps, il semble nécessaire de travailler sur le changement social et sur le statut social et les droits de protection de la femme, dans le processus de modernisation et désintégration de la société.
- 7 Dans un séminaire organisé par une ONG africaine du Bénin, dans la présentation et dans les débats par des participantes d'autres pays africains, il est devenu clair que la grande majorité des femmes n'a pas la possibilité de recours au système juridique afin d'obtenir des droits qui, on l'a souvent répété, ne sont pas connus par elles (par ex. concernant le droit foncier. d'héritage des enfants). Ici s'ouvre un vaste champ de recherche sur les réalités de droits coutumiers et modernes ainsi que l'efficacité de services de consultation, de formation de para-juristes, etc.
- 8 En ce qui concerne les droits économiques des femmes, cependant, toutes les participantes africaines ont soutenu à l'unanimité la nécessité de l'indépendance économique des femmes, ainsi que l'importance de l'accès à la formation.
- 9 En échangeant des expériences, une participante du Niger a parlé d'un blocage au niveau des femmes concernant le nouveau code de la famille. Elle se plaint qu'au début il était impossible de mobiliser les femmes pour un nouveau code, et qu'ensuite des associations islamiques se sont formées pour lutter contre ce code qui n'est toujours pas appliqué. Elle

considère qu'au Niger un mouvement se forme qui "combat la femme", la nomination des femmes pour des positions responsables ne faisant que baisser à l'Assemblée Nationale le nombre de femmes a baissé de 7 à 2.

- 10 La formation d'une société civile globale, en ce qui concerne l'Afrique, concerne le processus de paix (voir p. ex. REFAD en route pour Pékin. Bulletin d'information bimestriel, n° 6, août 1995. Message de la mission des femmes africaines pour la paix au Burundi) ainsi, qu'un effort d'association en réseaux qui semble avoir commencé avec la préparation de Pékin et est très impressionnant.
- 11 Dans la séance finale du plénum de la conférence des ONG à Hairou, dédiée à la région africaine des NU, il est significatif que, à part des critiques fondamentales et, je pense menant à une impasse concernant l'analyse et la réflexion sur la situation actuelle en Afrique, la demande principale adressée aux gouvernements de leurs propres pays par les représentantes africaines était de garantir la libre circulation pour pouvoir continuer ce travail de réseau. Cela veut dire que la libéralisation, tant critiquée dans la forme des programmes d'ajustement structurel imposés par les organismes de financement internationaux, n'a pas eu lieu de manière satisfaisante en ce qui concerne cette libre communication des Africaines en Afrique.
- 12 Malgré les positions officielles, beaucoup de représentantes d'ONG ont pris la position (telle que quelques représentantes de l'Association des groupements de promotion féminines du Sénégal) qu'il ne faut pas revendiquer le droit d'héritage égal, en disant qu'il n'est pas réaliste dans les sociétés musulmanes. D'autres femmes n'étaient pas d'accord - en général pour l'Afrique, et contrairement à la tendance générale, aucune confrontation ne s'est montrée entre femmes musulmanes et d'autres, ni entre pays de langue officielle francophone ou anglophone (AAWORD, dans la tente africaine, a travaillé automatiquement avec traduction assurée par les modératrices mêmes).
- 13 DAWN (Development Alternatives for Women for a New Era), une association de femmes chercheurs et féministes du Tiers-Monde, très connue pour ses propres analyses et théories sur le développement, a beaucoup insisté sur les implications négatives du processus de globalisation. Pour l'Afrique, les oratrices étaient toutes de l'avis que ce processus avait des effets néfastes et allait marginaliser l'Afrique de plus en plus.
- 14 Contrairement à l'enthousiasme général dans le Forum pour l'action des ONG, l'orateur DAWN pour l'Afrique, Patricia McFadden de Zimbabwe, prenait une position très critique, ne voyant pas le rôle de société civile des ONG mais soulignait plutôt le fait que les ONG en Afrique devait jouer le rôle de substitut pour les services de l'État.
- 15 Le Réseau Femmes Africaines et Droit Humains REFAD (avec son siège à Ouagadougou 01, B.P. 633) a présenté, outre sa publication, bimestrielle un livre intéressant, sur "Droits et pouvoir politiques des femmes en Afrique. Vécu des femmes de quelques pays de l'Afrique de l'Ouest ayant le français en partage". On a eu l'impression, confirmée par des appels explicites, que le biais existant entre femmes 'intellectuelles' et femmes rurales est vraiment en train de diminuer ou au moins d'être consciemment travaillé.
- 16 Une des exigences principales de la plate forme d'action, et aussi des débats par les participantes africaines du Forum, était la participation des femmes dans la politique. En général, cependant, le ton a été très négatif concernant la situation actuelle : La tendance a été de considérer la situation encore pire qu'avant l'introduction du multipartisme, les hommes ne mettant pas des femmes sur les listes des partis. Un thème très intéressant pour la recherche a été la question de la vénalité : pratiquement, les participantes ont dit

que pour réussir dans la politique il faut avoir de l'argent, il faut être riche, or les femmes ne le sont pas. Par conséquent, il faut chercher des financements. Dans un atelier organisé par les participantes béninoises, un débat très intéressant s'est même développé sur les rôles des ONG, les accusant d'acheter des votes des femmes profitant des réalisations des ONG (avec des financements obtenus par leurs leaders masculins). Ici un lien très intéressant pour la recherche se présente entre le politique et les actions de développement des ONG.

- 17 Un autre thème récurrent était le 'manque de solidarité entre femmes' concernant la politique. Beaucoup d'oratrices politiciennes ont dit que les femmes ne votent pas pour elles, mais aussi que les hommes manipulent les femmes pour qu'elles ne votent pas pour elles, que les femmes qui ont été nommées, par exemple, présidente d'une association nationale d'avocats l'ont été par les votes des hommes et non pas des femmes. Ce débat est allé jusqu'au point où une "Première Dame", chef d'une délégation gouvernementale, qui visitait le forum un jour et s'adressait à l'auditoire de la séance plénière sur l'Afrique, se plaignait des rumeurs qu'on apportait contre elle auprès de son mari président, et demandait la solidarité entre femmes même si on n'était pas d'accord... A d'autres occasions, beaucoup de participantes se plaignaient du fait que les femmes, une fois élues, ne s'occupaient plus des questions de femmes. Au Kenya, une participante veut prouver que c'est un préjugé que les femmes ne peuvent pas travailler ensemble. Elle considère que son pays est prêt pour le "leadership des femmes". Elle souligne la nécessité d'encourager des femmes à présenter leur candidature en politique.
- 18 Un appel sympathique concernait cependant, la demande d'écrire des discours pour des membres de parlement qui, cela était clair sans le dire, n'avait pas la même formation et - sujet important - pas l'accès à l'information et au savoir comme les hommes. L'impuissance des femmes politiciennes était souvent présentée comme fait. Une femme ancien ministre d'un pays de l'Afrique de l'Ouest répondit à la question de savoir ce qu'elle avait pu faire quand elle était ministre : "rien du tout". D'autres, cependant, qui soulignaient la nécessité d'organiser l'accès à l'information entre femmes, manifestaient la possibilité de lutter contre des régimes anti-démocrates et des résistances des hommes. Par exemple, une femme qui avait été membre de la Commission Constitutionnelle de la Zambie, insistait sur le fait qu'il était important d'inclure, dans les projets de Constitution l'interdiction de pratiques néfastes contre les femmes (dans ce cas elle parlait surtout de l'emprise de la famille du mari défunt sur les biens d'une veuve.
- 19 D'autres femmes parlementaires, ou s'étant présentées aux élections, soulignaient leur détermination à lutter contre les régimes non-démocratiques.
- 20 Bernadette Pallé, coordinatrice de REFAD, présenta quelques "stratégies alternatives pour l'accès d'un plus grand nombre de femmes africaines au pouvoir politique" (p. 83). En analysant la nature du pouvoir, elle demanda sa "démystification", trop de femmes pensant que "la politique est le mal des mâles".
- 21 Étant donné que beaucoup de femmes considèrent que les perspectives des femmes sont "manipulées" dans les partis politiques, des partis de femmes ont été fondés dans plusieurs pays (Bénin, Cameroun etc.), ou au moins présentaient des listes de femmes dans le cadre d'un parti donné (Cameroun).
- 22 Ce qui manque cependant, à mon avis, est la discussion de la situation du pouvoir à la base, dans le cadre de la décentralisation ; la discussion se concentrant en général sur la politique au niveau national.

- 23 Wangari Maathai, du Green Belt Movement, dont les sièges se trouvent à Nairobi et aux États Unis, soulignait dans sa présentation orale et écrite (Bottlenecks of development in Africa). On the occasion of the 4th UN world Women's conference in Pékin 1995) l'importance de nouvelles visions et valeurs, d'une nouvelle spiritualité pour l'Afrique.
- 24 Elle pense que le Green Belt Movement a initié un processus de conscientisation, mobilisant aussi les NU, les communautés religieuses et autres, pour lutter contre les exportations de déchets toxiques, la technologie génétique, etc. Elle souligne surtout le problème de l'information dans les Etats répressifs. Dans le cadre du Green Belt Movement, dans une approche d'erreur/essai de 17 ans, le mouvement organise maintenant des rencontres pour des intéressées d'autres pays africains, qui, de leur côté, essayent de faire de même dans leurs pays respectifs. Donc, du point de vue de la sociologie de la connaissance, le mouvement essaye d'abord de devenir sûr de son propre savoir, se spécialiser, avant de faire, appel à des experts de l'extérieur et de passer son savoir à d'autres femmes.
- 25 Maathai, comme d'autres participantes, souligne le problème générationnel, un décalage entre femmes du mouvement féminin, et les jeunes femmes, disant que la première génération doit passer les tâches à la prochaine : "il faut préparer la suite", "la relève". Dans sa publication, elle ne limite pas son analyse aux problèmes de l'environnement, mais fait le lien entre la protection des ressources naturelles, la lutte contre la faim, et la nécessité d'améliorer le statut économique des femmes. De même, elle souligne l'importance de la société civile pour la protection de l'environnement, le développement d'une culture démocratique, la protection des droits de l'homme ainsi que l'Etat de droit. Elle dénonce le fait qu'il n'y ait pas de leaders visionnaires et altruistes dans l'Afrique post-coloniale, s'intéressant au bien-être de leurs populations.
- 26 Dans les séances plénières du forum, il y avait toujours une représentante de chaque région. Pour l'analyse des acquis et de la situation actuelle, Winnie Karagwa Byanyima, de l'Ouganda, membre de l'Assemblée Constitutionnelle, et active dans les NU, première femme ingénieur d'aviation en Afrique (fait beaucoup applaudir), parlait des nouvelles chances que la transition d'un régime dictatorial et militaire présente pour les femmes. Cependant, elle faisait remarquer, que les gains ne sont pas automatiques pour les femmes, avec le danger que les nouveaux régimes fonctionnent de la même manière, avec le pouvoir et les privilèges réservés à une petite clique, et les femmes marginalisées. Elle réclame plus d'espace politique pour les femmes, c'est et seulement alors qu'on saura si les femmes sont des actrices ou des victimes. Elle parle de la nécessité de renforcer la société civile afin d'établir un équilibre entre État et marché.
- 27 Elle constate aussi l'augmentation des forces conservatrices, les partis politiques se constituant autour de "questions d'identité", avec le fondamentalisme religieux pouvant se mettre à la place d'un changement politique. Les valeurs traditionnelles sont utilisées contre les femmes. Elle aussi demande de lutter contre les excès des sociétés modernes, mais considère qu'un renouvellement spirituel est à l'ordre du jour sans interprétations étroites des valeurs.
- 28 Une autre oratrice de l'Ouganda, Miria Mtembe, présidente de l'organisation nationale des femmes, membre de la Commission Constitutionnelle, parle dans la plénière sur des approches de gouvernance, de citoyenneté et de participation politique, et spécialement les stratégies à adopter.

- 29 Elle considère que les femmes doivent nettoyer la politique, lutter contre les structures de soumission et d'exploitation, de la pauvreté, l'"esclavage par le FMI", contre l'ignorance forcée des femmes, les pratiques culturelles inéquitables, demander l'accès à la technologie.
- 30 L'Ouganda a bien créé un Ministère pour la Femme, cependant, son activité a été marginalisée, il n'avait pas d'enracinement au niveau local, pas de personnel et de ressources financières. Comme dans d'autres pays, elle considère nécessaire une restructuration afin de pouvoir entrer dans le "mainstream". Les structures de la promotion féminine ne doivent pas être le dépôt pour les affaires féminines, considérées sans importance.
- 31 En général, elle est pour l'affirmative action, une Commission d'opportunité égale a été établie en Ouganda. Elle souligne la nécessité de mécanismes de support pour les femmes en politique, qui souvent ne sont pas légitimées par un groupe d'électeurs, mais choisies par les hommes qui prennent uniquement celles qui s'adaptent. "Le pouvoir se prend."
- 32 W. Karagwa Byanyima, de l'Ouganda, considère que l'Afrique est exclue de ce qu'elle appelle "l'économie globale basée sur le savoir". Elle se demande qui formule les lois de l'économie globale, demande un système global de gouvernance, une société civile globale qui puise ses visions et sa force des valeurs culturelles. Les femmes sont le "nucléus de la société civile globale", luttant pour l'équilibre du système global. Elle demande enfin la liberté pour les femmes de choisir d'y participer.
- 33 Les femmes africaines travaillant dans les organisations internationales (rappelons que la Secrétaire Générale de la Conférence Mondiale a été une Tanzanienne, Gertrude Mongella) demandent à leurs compatriotes d'apporter des idées développées en Afrique dans les organismes internationaux. Unifem a des bureaux au Nigeria, à Dakar et à Harare.
- 34 Dans la séance plénière du forum des ONG réservée à l'Afrique la modératrice, En Joui Sukina Dia Ba, exprimait comme vision pour l'Afrique de manière très diplomatique - comme l'ont été les africaines au cours du Forum, beaucoup plus que leurs sœurs d'autres régions - un partenariat égalitaire avec les hommes, une paix durable, la solidarité africaine, l'application du concept de genre à tous les niveaux et à tous les secteurs, le renforcement de la politique par les ONG, l'exploitation et la gestion des ressources au profit des africains.
- 35 Les présentations soulignaient l'accord avec la plate forme africaine pour l'action officielle que des groupements sous-régionaux avaient déduit des réflexions et des actions spécifiques. En général, le diagnostic de la situation était carrément négatif, dénonçant un modèle de développement "imposé" qui n'avait pas réussi à améliorer les conditions de vie, l'Afrique continuant à être pauvre malgré ses ressources naturelles et humaines. Dans le cours de ce déclin constaté, des nouvelles formes de patriarcat ont été imposées avec exclusion des femmes des marchés, les mettant au second plan du développement et de prise de décision et les rendant victimes de violence. Suivant Marie Louise Gagne, l'application des PAS augmente le désordre social, les pays ne prennent pas des mesures suffisantes pour protéger l'environnement, sans appliquer le concept 'genre et développement'. Donc il faudra, sur la base d'égalité des genres, reconstruire et transformer l'Afrique.
- 36 Pour éradiquer le militarisme et créer un environnement de coexistence pacifique, il faut mobiliser la société civile, appuyer des études des mécanismes formels et informels

traditionnels de résolution de conflits, renforcer les organisations à la base, transférer le savoir entre ONG et institutions tenant le pouvoir de décision, encourager des efforts des communautés locales et des parlementaires d'influencer les politiques et les institutions de la société. Pour les ONG on demande un code de conduite auto-réglé et on souligne leur rôle de veiller à ce que les filles puissent vraiment aller à l'école, ainsi que de dénoncer des "mauvaises lois" qui fonctionnent contre les femmes. Déjà, des mouvements de paix ont été créés par des femmes, comme en Somalie, afin de forcer les hommes à arrêter de lutter au niveau local. La modératrice souligne qu'à l'occasion de ce forum des femmes de parties en conflit se sont réunies, ont partagé leur repas et ont commencé à parler ensemble.

- 37 Pour coordonner la plate forme officielle et le plan d'action des ONG ont demandé la "solidarité avec les gouvernements" (!) ainsi que la complémentarité entre ONG, gouvernements et le secteur privé.

AUTEUR

GUDRUN LACHENMANN

University of Bielefeld, Sociology of Development Research Centre, Postf. 100131, D-33501 Bielefeld, Allemagne